

comme la première d'une série qui permettrait éventuellement d'asseoir la sécurité de l'Europe sur des bases plus durables.

C'est seulement à la lumière de ce passé immédiat qu'on peut mesurer les répercussions profondes de l'affaire tchécoslovaque, en particulier sur les membres européens de l'OTAN.

A la veille de leur réunion à Bruxelles, les ministres de l'OTAN se sont trouvés devant un dilemme délicat. Par son action, l'URSS avait rejeté de façon dramatique l'idée de la détente sur laquelle se fondaient tous les plans occidentaux. Outre l'espoir de voir aboutir des pourparlers sur la limitation des armements avec l'URSS, l'idée occidentale de la détente laissait supposer qu'une évolution se ferait progressivement au sein du bloc communiste dans le sens de sociétés plus humaines et moins fermées, permettant peu à peu l'établissement de saines relations entre l'Europe orientale et occidentale. Nous formulons implicitement l'hypothèse que l'Union soviétique consentirait à cette évolution. On ne s'attendait certainement pas à ce qu'elle ait recours à la force pour empêcher. Cette hypothèse s'est révélée fautive et on ne peut à présent que nourrir des doutes sérieux sur la manière dont l'Union soviétique réagira aux changements qui se produiront inévitablement en Europe orientale. Cette nouvelle situation peut affecter les intérêts occidentaux indirectement ou même directement dans le cas de Berlin-Ouest qui est entouré par le territoire dit de la République démocratique allemande.

Malgré le revers infligé à leurs espoirs par l'Union soviétique, les États membres de l'OTAN se sont rendu compte qu'il n'y avait, à long terme, pas de véritable solution à une bonne compréhension entre l'Est et l'Ouest.

La question par conséquent restait de savoir comment ils pouvaient agir le plus efficacement sur les dirigeants soviétiques. Comment l'OTAN pouvait-elle marquer sa condamnation de l'Union soviétique tout en maintenant la porte ouverte en vue de la reprise de relations pacifiques et mutuellement profitables entre l'Est et l'Ouest notamment en matière du désarmement et du contrôle des armements afin de continuer à avancer dans ces domaines d'une importance capitale ?

Puisqu'il s'agissait là d'un problème commun à tous les membres de l'Alliance, l'occasion que la réunion de Bruxelles a offerte à des pays aux prises avec la même situation de pouvoir se consulter, a montré une fois de plus la valeur de l'aspect consultatif des activités de l'OTAN. Pour le Canada ce ne fut pas seulement le moyen de connaître les opinions des autres membres; nous eûmes aussi l'occasion de jouer un rôle dans la détermination du genre de réaction que l'OTAN devrait offrir à l'intervention soviétique. Nous sommes ainsi raisonnablement sûrs d'avoir pu orienter l'évolution des relations entre l'Est et l'Ouest dans une direction qui, je crois, traduisait les vues des Canadiens — c'est-à-dire que l'OTAN devrait réagir d'une manière ferme et cependant modérée.

Il faut rendre hommage à l'Alliance de ce qu'il a été possible de résoudre effectivement ce dilemme de condamner le geste des Soviétiques tout en gardant